

moindre importance et si, comme le laissait penser Skelton, le Canada était un partenaire rétif dans ces relations, le thème de notre ouvrage serait alors celui d'un Canada encore au stade d'État national naissant. Toutefois, si les documents révèlent que les relations anglo-canadiennes ont suivi la tendance générale des relations entre les grandes et les petites puissances, il nous faut alors étudier de très près ce qu'ils nous apprennent au sujet des responsables de la formulation et de la mise en œuvre de la politique extérieure du Canada. Peut-être ensuite pourrions-nous expliquer la position de dépendance qu'ils ont semblé adopter dans des situations très tendues où aucune petite puissance n'aurait pu exercer une influence décisive sur les événements et où la souveraineté n'était pas nécessairement un terme significatif.

Assurément, la politique canadienne a souvent semblé délibérément confuse et nettement négative. La confrontation, en politique internationale, était un mal et la sécurité collective objet d'anathème. Si la politique internationale d'apaisement et de conciliation n'était pas vigoureusement poursuivie, elle était du moins applaudie et encouragée. Le non-engagement, la dérobaie en matière de consultation (naturellement, nous étions offensés lorsqu'on ne nous consultait pas au sujet de décisions qui nous touchaient) et un minimum d'examen et de débat publics étaient les moyens adoptés pour nous assurer un rôle secondaire dans les affaires internationales. Le Canada doit, à tout prix, éviter d'encourager la Grande-Bretagne à suivre une ligne d'action qui pourrait conduire à la guerre, mettre en lumière les relations anglo-canadiennes et menacer l'équilibre des partis sur le plan de la politique nationale.

On ne trouve nulle part dans les documents, sauf peut-être rétrospectivement et de façon limitée, une opinion quelconque sur les questions principales en jeu dans les crises qui déclenchèrent la seconde guerre mondiale. Une ou deux larmes de crocodile ont pu être versées sur la disparition de l'Espagne loyaliste ou de la Tchécoslovaquie mais on ne s'est même pas risqué à le faire avant qu'elles soient bel et bien disparues. Lorsque la guerre survint, le gouvernement dirigé par Mackenzie King l'accepta tranquillement, quoiqu'en désespoir de cause, pour toutes sortes de *mauvaises* raisons.

De toute évidence, la question des relations impériales et du statut du Canada comme personne internationale domine presque tout le sixième volume. Que le Canada n'ait pas obtenu la pleine reconnaissance qu'il cherchait, cela ne peut être interprété que comme le reflet de son inaptitude à saisir effectivement les occasions de souveraineté que lui présentaient le rapport Balfour et le Statut de Westminster. Si ses politiciens pouvaient difficilement se convaincre eux-mêmes que le Canada était un État libre, comment en convaincre qui que ce soit? En fait, ils ne purent jamais faire comprendre ce changement de statut aux États-Unis où, après la Grande-Bretagne, cela importait le plus. Selon le discours prononcé par le président Roosevelt à Kingston en 1938, les États-Unis considéraient le Canada comme «une des nations-sœurs de l'Empire britannique». Mise à part la politique de «bon voisinage», le Canada ne s'est jamais inséré dans le cadre des politiques interaméricaines des États-Unis et le projet du président Roosevelt